



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/C.12/1/Add.9
6 décembre 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
CONFORMEMENT AUX ARTICLES 16 ET 17 DU PACTE

Observations finales du Comité des droits
économiques, sociaux et culturels

Portugal (Macao)

1. A ses 31ème, 32ème et 33ème séances, tenues les 20 et 21 novembre 1996, le Comité a examiné le deuxième rapport périodique du Portugal concernant Macao sur les droits visés aux articles premier à 15 du Pacte (E/1990/6/Add.8), ainsi que les réponses écrites à la liste de questions supplémentaires établie par le groupe de travail de présession (E/C.12/1995/LQ.10), et il a adopté, à sa 54ème séance, tenue le 5 décembre 1996, les observations finales ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité exprime ses remerciements à l'Etat partie pour son rapport et ses réponses écrites à la liste des points à traiter, ainsi que pour le dialogue ouvert qui a eu lieu entre les membres du Comité et l'importante délégation de Macao.

3. Le Comité note que le rapport et les réponses écrites à la liste des points à traiter n'ont pas été établis de façon à lui permettre d'évaluer convenablement la situation des droits économiques, sociaux et culturels à Macao.

B. Aspects positifs

4. Le Comité se félicite des efforts entrepris par le Gouvernement portugais pour obtenir du Gouvernement de la République populaire de Chine toutes les garanties possibles concernant le respect des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans le territoire de Macao après 1999. Il note l'adoption de l'article 40 de la Loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Macao, qui stipule que les principes énoncés dans le Pacte, qui sont applicables à Macao, continueront à s'appliquer et que leur mise en oeuvre sera assurée dans le cadre des lois promulguées par la Région administrative spéciale de Macao. Le Comité espère que les discussions menées entre les Gouvernements portugais et chinois par l'entremise du groupe de liaison mixte sino-portugais conduiront au maintien de la pratique de l'établissement de rapports au titre des articles 16 et 17 du Pacte après 1999.

5. Le Comité note avec satisfaction que le Pacte a été publié le 31 décembre 1992 au Journal officiel de Macao dans les deux langues officielles (le portugais et le chinois) et que ses dispositions ont été diffusées dans la Région administrative.

6. Le Comité note qu'en janvier 1993, le Gouvernement portugais a accordé au chinois (cantonais) le statut de langue officielle au même titre que le portugais.

7. Le Comité se félicite des efforts entrepris par l'Etat partie pour élargir le champ d'application du régime de sécurité sociale, en particulier dans le secteur privé, comme prévu dans le décret-loi No 58/93/M, entré en vigueur en janvier 1994.

C. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

8. Le Comité note que les traditions chinoises, qui consistent à éviter les confrontations directes et les grèves et à privilégier les liens familiaux et personnels, n'ont pas été propices à l'application des lois sur le droit à la négociation collective et le droit de grève.

D. Principaux sujets de préoccupation

9. Le Comité note avec préoccupation que les règlements du travail ne sont pas appliqués de manière effective à Macao, ce qui contraint les travailleurs à travailler dans des conditions difficiles et répressives sans possibilité de recours judiciaire. Les travailleurs non résidents ne bénéficient toujours pas de mesures de protection en matière de conditions de travail et de sécurité sociale. Des mesures garantissant le droit de grève, le droit de constituer des syndicats et le droit de négociation collective font également défaut.

10. Le Comité note avec inquiétude que la majorité de la population connaît mal le système judiciaire du territoire et que les mesures prises pour que la population soit largement informée des principes et des dispositions du Pacte ont été insuffisantes.

11. Compte tenu du fait que la Chine ne reconnaît pas la double nationalité, le Comité est préoccupé par le fait que les résidents de Macao, y compris les fonctionnaires titulaires d'un passeport portugais, ne pourront peut-être pas rester à Macao après 1999.

12. Le Comité note avec préoccupation qu'il n'existe aucun programme spécial destiné à faciliter l'accès des handicapés physiques et mentaux à l'emploi, à l'éducation et aux services publics.

13. Le Comité est préoccupé par le fait que les travailleurs non résidents ne sont pas couverts par le régime de sécurité sociale.

14. Bien que les Chinois constituent près de 95 % de la population de Macao, les règles de la fonction publique reviennent en réalité à exclure un bon nombre de personnes d'origine chinoise, qui ne répondent pas aux critères voulus pour être "locaux" parce qu'il leur manque une langue nécessaire ou d'autres qualifications ou pour d'autres raisons qui ne peuvent disparaître rapidement. Le Comité estime donc nécessaire d'intégrer des personnes d'origine chinoise dans la fonction publique afin de faciliter le transfert de l'administration à la Chine.

15. Le Comité s'inquiète en outre que le territoire ne dispose pas d'un système de détermination du salaire minimum.

E. Suggestions et recommandations

16. Le Comité note que l'Etat partie est disposé à lui fournir des renseignements complémentaires en réponse aux préoccupations qu'il a exprimées au cours de la discussion, et il recommande que, dans ses réponses, l'Etat partie accorde une attention particulière à la question du regroupement familial ainsi qu'aux dispositions législatives propres à sauvegarder les principes énoncés dans les conventions de l'OIT No 103 sur la protection de la maternité et No 138 sur l'âge minimum, et à l'application de ces dispositions.

17. Le Comité recommande que des mesures appropriées soient prises pour garantir la réalisation effective des droits économiques, sociaux et culturels des personnes handicapées, notamment à travers le financement de programmes spéciaux destinés à améliorer l'accès des handicapés physiques et mentaux à l'emploi, à l'éducation et aux services publics.

18. Compte tenu de l'insuffisance des informations fournies au sujet de l'article 10 du Pacte, le Comité recommande que l'Etat partie communique des renseignements détaillés sur les mesures prises pour appliquer les dispositions dudit article. A cet égard, il attire l'attention de l'Etat partie sur les parties pertinentes des directives générales révisées du Comité concernant la forme et le contenu des rapports que les Etats parties doivent présenter.

19. Le Comité demande instamment à l'administration portugaise de prendre des mesures visant à faciliter l'intégration des personnes d'origine chinoise dans le programme de réaffectation des agents de la fonction publique.

20. Le Comité engage l'administration portugaise à prendre les mesures voulues pour promouvoir le droit de constituer des syndicats, le droit d'entreprendre des négociations collectives et le droit de grève, afin que la législation interne soit conforme aux dispositions du Pacte.

21. Le Comité l'invite en outre instamment à adopter un texte de loi sur le droit à la sécurité sociale, afin d'assurer le respect des obligations découlant du Pacte, et recommande à l'Etat partie d'élargir l'application du système de sécurité sociale aux travailleurs non résidents.

22. Le Comité prie l'administration portugaise de faire davantage d'efforts pour diffuser le Pacte dans la société civile.

23. Le Comité se félicite de l'annonce faite par l'Etat partie selon laquelle des mesures seront prises pour mettre au point des programmes d'information et de sensibilisation concernant le système judiciaire du territoire et les principes et dispositions du Pacte, dans les diverses langues parlées à Macao. Le Comité recommande en outre qu'une formation complète aux droits de l'homme soit dispensée dans les secteurs de la population, notamment aux responsables de l'application des lois et à toutes les personnes participant à l'administration de la justice.

24. Le Comité exhorte l'Administration portugaise à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les rapports dus au titre du Pacte seront présentés après 1999.

25. Le Comité encourage l'Etat partie à diffuser largement les observations finales adoptées par le Comité à la suite de l'examen du deuxième rapport périodique de l'Etat partie.
